

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'ALGÉRIE S'EN EST PLAINT

# Les secrets (trop) bien gardés des banques

*En communiquant la note conjoncturelle sur les tendances monétaires et financières au premier semestre 2011, hier à l'amphithéâtre de l'Ecole supérieure des banques (ESB), le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Leksaci, a jeté un pavé dans la mare. C'était, pourtant, une «réunion avec la communauté bancaire» — une réunion dite d'«information et d'orientation» —, où il s'est réjoui de la santé financière du pays.*

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)**  
- Bien que ce fût de manière sèche, du moment qu'il n'a fait que lire un texte plutôt technique, M. Leksaci a glissé dans la foulée de son exposé que les banques agréées par son institution ne communiquent pas toutes leurs données comptables.

«Nous ne les diffusons pas mais nous en avons besoin pour nos calculs sur la situation financière et économique du pays», regrette-t-il, en invitant les managers des banques présents à



Mohamed Leksaci, gouverneur de la Banque d'Algérie.

mieux collaborer avec la Banque d'Algérie. «Nous souhaitons qu'à l'avenir, vous fassiez un effort dans ce sens, que l'échange soit le maître mot dans nos relations.» Et d'ajouter : «Je crois que cela relève d'une disposition de la loi. Les mesures prises en août 2010 sur la monnaie et le crédit exigent plus de transparence. D'autant que c'est une attitude recommandable vis-à-vis de vos clients.»

Outre les données comptables, le gouverneur de la Banque d'Algérie a invité les responsables des banques à faire un effort supplémentaire dans le financement de l'immobilier. Chose que favorise, à ses yeux, l'augmentation de l'épargne des ménages, tirée par la hausse des revenus salariaux et des transferts budgétaires. Une

situation qui contraste avec le niveau des crédits qui leur sont accordés et qui ne représentent qu'un peu plus de 260 milliards de dinars à la fin de juin 2011, soit un peu moins de 14 % des dépôts en dinars des ménages, représentant 36,57 % de l'ensemble des dépôts en dinars et qui sont stables. Plusieurs milliers de milliards de dinars, détenus par les ménages et qui dorment dans les banques.

Dans ce contexte, M. Leksaci a éludé la question d'une journaliste au sujet d'une éventuelle levée de la suspension du crédit à la consommation, laissant aux opérateurs le soin de proposer des produits qui répondent aux besoins du marché. Du moment que le gouvernement a suspendu le crédit à la consommation à cause justement du fort endette-

ment des ménages... Les managers des banques représentées dans cette réunion, eux, ne sont pas intervenus dans le débat ouvert par M. Leksaci à la fin de sa communication. Ils ont préféré se taire.

Et hormis le P-dg du Crédit populaire d'Algérie (CPA), qui a corrigé le gouverneur de la Banque d'Algérie : «Ce ne sont pas les banques, c'est l'économie. Il n'y a pas d'offre immobilière finançable sur le marché. La banque ne trouve pas où mettre l'argent.»

Et à M. Leksaci de répliquer : «Mettez toutes les données sur la table. L'information économique est un bien collectif. Et plus nous disposons d'éléments d'information, mieux nous conduisons nos arbitrages.»

L. H.

## Plus de 173 milliards de dollars de réserves de change

Le solde global de la balance des paiements a atteint fin juin 2011, 9,11 milliards USD. Les réserves de change ont atteint un niveau jamais atteint jusqu'ici : l'équivalent en devises de 173, 91 milliards USD, or et les avoirs en DTS (droits de tirage spéciaux) non compris. L'Algérie a ainsi remboursé une partie des dettes à court terme ayant baissé à moins d'un milliard USD (990 millions USD). L'encours de la dette extérieure est passé de 1,79 milliard à fin décembre 2010 à 989 millions USD à fin juin 2011.

L'inflation, maîtrisée selon M. Leksaci, est maintenue à moins de la barre de 4 %. «Si l'on se fie à l'objectif tracé dans le cadre de la loi de finances, une inflation à 4 %, nous pouvons dire que nous avons atteint largement cet objectif. En juin 2011, l'inflation a atteint 3,49 % contre 5,41% un an auparavant. Nous avons surtout amorti le choc extérieur dû à la hausse des prix sur les marchés internationaux, et ce, grâce aux subventions», indique-t-il, minimisant les conséquences qu'auraient les augmentations des salaires dans ce sens.

L. H.

## Hausse significative des importations

Se basant sur ce qu'elle a comme données provenant de ces banques, de l'Office national des statistiques (ONS) et de la Douane algérienne, la Banque d'Algérie a quand même élaboré un bulletin de conjoncture indiquant des tendances monétaires et financières au premier semestre 2011. Un bulletin qui fait état d'une balance de paiement excédentaire, une dette extérieure à la baisse, une épargne des ménages en hausse, des réserves de change abondantes et une marge de manœuvre budgétaire confortable. Bref, de quoi faire pâlir les économies des pays les plus développés.

Ainsi, la baisse «soudaine» du prix du baril de pétrole en mai et juin derniers n'a nullement inquiété nos ordonnateurs financiers. Atteignant un pic de

125, 62 USD/baril en moyenne en avril 2011, soit le plus haut niveau de prix depuis deux ans et demi, avec une moyenne de 112,66 USD/baril sur le semestre contre 77,50 à la même période de l'année 2010. Il en résulte un solde appréciable de la balance courante avec un excédent de 9,65 milliards USD (5,59 au premier semestre 2010). Et ces résultats ont été obtenus malgré la diminution à hauteur de 30 % du volume des exportations d'hydrocarbures, aussi bien liquides que gazeux.

Idem pour les exportations hors hydrocarbures ayant atteint, en dépit de leur faiblesse structurelle, leur niveau de 2009 : 770 millions USD contre 530 millions à la même période de 2010.

Les importations de biens, quant à elles, ont enregistré

une hausse de 15,7 % atteignant 22,37 milliards USD. Une hausse qu'explique l'augmentation des importations des produits alimentaires, dont les céréales, le lait et le sucre ont totalisé à eux seuls 3,44 milliards USD, soit la valeur des importations de tous les produits alimentaires confondus en 2010.

Les céréales représentent près de 60 % de ces importations. Même si «pour l'ensemble des importations la contraction en volume s'est établie à près de 9 % comparative-ment à 2010». A noter, aussi, la hausse des importations de services, principalement des services techniques par les entreprises du secteur des hydrocarbures. Une hausse de l'ordre de 13,9 % comparative-ment à 2010.

L. H.

FRÉHA  
(TIZI OUZOU)

## Une femme mortellement blessée par un militaire

Une quinquagénaire originaire de la ville de Fréha, mère de 14 enfants, a été tuée ce dimanche vers 22 heures par un militaire en faction sur l'une des guérites de l'enceinte de la caserne de Fréha.

La victime, qui habitait à proximité de ladite caserne derrière le stade communal, revenait d'une veillée mortuaire à la sortie de la ville en allant vers Tizi Ouzou. Elle était accompagnée de deux autres vieilles femmes se rendant toutes chez elles, derrière la caserne et le stade, tout près de la station-service.

Selon quelques citoyens rencontrés sur place, elles avaient emprunté un chemin longeant ladite caserne sans s'y approcher évidemment, comme c'est le cas à chaque fois. Elles avaient franchi les premières guérites sans être inquiétées, mais une fois en face de la dernière, elles furent accueillies par des tirs venant de la caserne.

Les versions divergent bien entendu sur le fait que la sentinelle leur a intimé l'ordre de s'arrêter ou non.

Les balles avaient atteint la malheureuse qui est morte sur le coup, selon les témoignages recueillis sur place.

Elle a été d'abord transportée à l'intérieur de la caserne avant d'être évacuée vers l'hôpital de Tizi, selon la même source. Les habitants de la ville parlent de plusieurs rafales d'armes entendues de ce côté et même de quelques déflagrations.

Pendant la matinée d'hier, le chef de daïra d'Azazga accompagné des élus de la commune de Fréha se sont rendus chez la famille de la défunte pour les assurer de leur soutien.

F. B.

## Précisions

Suite au dossier relatif à la crèche publié dans notre édition d'avant-hier, il est à noter que cette activité est régie par le décret exécutif n°2008-287 du 17 Ramadan 1429, correspondant au 17 septembre 2008, fixant les conditions de création, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des établissements et centres d'accueil de la petite enfance.